

# 2e tour le 22 mars, un scrutin décisif : futurs maires et ...grands électeurs



**Ingénieur-es, cadres, technicien-nes  
et agent-es de maîtrise de notre pôle ministériel :  
l'extrême droite au pouvoir, c'est mortel !**

## La fonction publique : cible n°1 de l'extrême droite

L'extrême droite veut réduire la fonction publique à la police et à l'armée, au détriment de l'égalité et de l'accès aux services pour toutes et tous. Leur projet ? Supprimer des postes, casser le statut, individualiser les salaires, et faciliter les licenciements. Résultat : moins de moyens pour l'école, la santé, la transition écologique, et plus de précarité pour les agent-es. Leur slogan : « *Il faut en finir avec l'emploi à vie garanti qui déresponsabilise les agents.* » En réalité, c'est la fin de l'égalité d'accès aux services publics et la porte ouverte à la privatisation.

## Transition écologique : le décryptage d'un recul majeur

**L'approche de l'extrême droite, sous couvert de « bon sens », dissimule une offensive concrète contre l'environnement et les services publics :**

**Urbanisme durable** (PLU) et rénovation thermique des bâtiments publics

**Démantèlement environnemental** : suppression des normes de pollution (menaçant la qualité de l'eau et augmentant son coût de traitement) et arrêt des aides à la transition.

**Modèle énergétique productiviste** : abandon du renouvelable et de la sobriété au profit du tout-nucléaire et des fossiles, sans remise en question du système actuel.

**Inaction climatique** : rejet des objectifs de réduction des émissions de gaz à effet de serre et absence de plans

d'adaptation face aux catastrophes (canicules, inondations), laissant les travailleurs sans protection.

**Casse des services essentiels :**

- **Logement** : Fin du droit au logement opposable, préférence nationale et arrêt de la rénovation énergétique.
- **Santé** : Remise en cause des normes sanitaires et déremboursements liés à une privatisation progressive
- **Mobilité** : Priorité fiscale à la voiture individuelle polluante - une fausse solution pour les zones rurales - au détriment d'un réseau de transports en commun ambitieux.



**L'enjeu : ce programme favorise les énergies fossiles dans l'immédiat et mise à long terme sur le développement hypothétique de nouvelles technologies, au détriment d'une protection durable des territoires et de la santé des citoyens et des agents.**

## Notre travail a un sens !

Face à l'urgence écologique, le malaise grandit au sein du ministère. Selon le baromètre social 2025, 53 % des agents ressentent des sentiments négatifs (inquiétude, découragement, colère) vis-à-vis de l'enjeu climatique. Le décalage entre l'affichage politique et la réalité des moyens alloués pour accomplir nos missions crée un "travail dégradé".

**Les enjeux :**

- **Le conflit éthique** : les Ingé-Cadres-Tech et Agents de Maîtrise (ICTAM) sont de plus en plus contraints de "se soumettre ou se démettre" face à des décisions de gestion contraires à l'intérêt général ou à l'efficacité environnementale.
- **Dissonance éthique ou conflits éthiques** : 49 % des cadres déclarent que leur éthique professionnelle entre en contradiction avec les choix de leur administration. Près de **7 ICTAM sur 10** estiment que les choix de leur

administration entrent parfois en contradiction avec leur éthique professionnelle.

- **Fierté contrariée** : bien que 25 % valorisent l'intérêt général, le manque de moyens et les réformes incessantes dégradent la qualité du service rendu.
- **Fierté vs Réalité** : si 71 % sont fiers de travailler pour le ministère, seuls 61 % le recommanderaient comme employeur, signe d'un malaise profond sur la qualité du travail rendu.

## Les revendications CGT

- ☑ Garantir aux ICTAM les moyens d'exercer leurs missions en accord avec l'intérêt général et l'urgence environnementale.
- ☑ **Droit d'alerte et d'alternative** : Permettre aux ICTAM de refuser de mettre en œuvre une directive contraire à leur éthique ou aux enjeux environnementaux. Créer un nouveau droit permettant aux ICTAM de refuser une directive contraire à l'éthique professionnelle ou aux objectifs climatiques sans risque de sanction.
- ☑ **Expertise publique protégée** : Garantir l'autonomie technique des ingénieurs et techniciens face aux pressions politiques de court terme.
- ☑ **Droit d'intervention et Responsabilité professionnelle** : 48 % des cadres souhaitent intervenir sur les stratégies environnementales de leur direction ; la CGT porte cette voix. Reconnaissance de l'expertise des agents dans la définition des politiques publiques, et non comme simples exécutants de choix budgétaires austères.
- ☑ **Qualité avant quantité** : Sortir de la culture du chiffre pour se concentrer sur l'efficacité réelle des politiques publiques. Sortir de la logique du "faire plus avec moins" qui dégrade l'expertise technique et scientifique des services.
- ☑ **Financement de la transition** : Redirection des aides publiques vers les missions de service public environnemental plutôt que vers les dividendes.